



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-Saône

Le 6 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHABERT MARILLIER PRODUCTION

2162, route de Givry
Zone industrielle des Alouettes
BP 355
71100 Saint-Rémy

Références : FB/MV/2023/C_002
Code AIOT : 0024700101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement CHABERT MARILLIER PRODUCTION implanté 2162, route de Givry Zone industrielle des Alouettes BP 355 71100 Saint-Rémy. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHABERT MARILLIER PRODUCTION
- 2162, route de Givry Zone industrielle des Alouettes BP 355 71100 Saint-Rémy
- Code AIOT : 0024700101
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHABERT MARILLIER PRODUCTION, spécialisée dans la fabrication de meubles de cuisines et de salles de bains, dont le siège social est situé rue des Alouettes à Saint-Rémy (71100), exploite, à la même adresse, une unité de production relevant de la rubrique 2410 – travail du bois.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 05/2388/2-3 du 17 août 2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le classement des installations ;
- le risque foudre ;
- les moyens interne de défense contre l'incendie ;
- la rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
- les rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 9, 29 et 34	/	Sans objet
8	Contrôles périodiques et maintenance	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 10 et 33	/	Sans objet
9	Rejet des eaux : identification, rétention et traitement	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.2, 11.3, 11.4, 13, 14 et 15	/	Sans objet
11	Bassin de confinement des eaux accidentellement polluées	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 3	/	Sans objet
2	Suivi des installations de protection	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
3	Maintenance des installations de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Sans objet
4	Stockages de liquides et rétention	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4	/	Sans objet
6	Formation	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.2	/	Sans objet
7	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.5.1	/	Sans objet
10	Suivi et connaissance des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- quatre non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivants :
 - l'identification des zones de dangers ;

- les rejets aqueux ;
- la rétention des eaux d'extinction d'incendie
- le contrôle et la maintenance de l'installation d'extinction automatique.
- six demandes de compléments ont été formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Régime de classement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir le tableau de classement de l'arrêté préfectoral <ul style="list-style-type: none"> – 2910-B : autorisation pour une puissance de 5 MW ; – 2940-2 : autorisation pour une quantité journalière maximale de 500 kg ; – 2410-1 : autorisation pour une puissance installée de 1200 kW ; – 1432-2 : déclaration pour un stockage de liquide inflammable de : 21 m³ ; – 1530-2 : déclaration pour un dépôt de bois de 1055 m³.
Constats : La nomenclature des installations classées a fait l'objet de modifications susceptibles de changer le classement des installations (2910, 2410, 1432...). Par ailleurs, le site connaît une forte baisse de son activité. Le classement des installations a potentiellement évolué également pour cette raison. L'exploitant a indiqué avoir missionné un prestataire afin d'établir la situation de l'établissement au regard de la nomenclature de la nomenclature des installations classées. L'exploitant a indiqué que les conclusions de cette prestation seraient transmises à l'inspection des installations classées.
Observations : L'exploitant devra sur la base des conclusions de l'analyse du classement de ses installations s'assurer des prescriptions qu'il lui revient de respecter et le cas échéant demander le bénéfice des droits acquis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi des installations de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum

d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.
Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : Des travaux de mise en conformité des installations de protection contre la foudre ont été réalisés en octobre 2020 sur la base de la mise à jour de l'étude du risque foudre et de l'étude technique foudre du 19/12/2016. Une première vérification complète a alors été réalisée le 05/11/2020. Le suivi des installations est réalisé par BCEOM. Le rapport du 31/08/2022 de la dernière vérification complète des installations justifie de la conformité des installations.
Observations : Le site dispose de trois compteurs d'impact foudre. L'exploitant indique que l'indication d'impact foudre est vérifiée tous les vendredis en même temps que la vérification hebdomadaire de l'installation d'extinction automatique d'incendie. L'inspection observe que cette vérification n'est pas tracée comme c'est le cas des vérifications de l'installation d'extinction automatique d'incendie et que rien ne justifie donc de ce suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance des installations de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'exploitant a pu mettre à disposition de l'inspection un dossier « risque foudre » regroupant l'ensemble des éléments exigés par l'article 22 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockages de liquides et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir – 50 % de la capacité des réservoirs associés Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...]
Constats : Les contenants de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols observés dans l'atelier finition ou le local vernis étaient disposés sur rétention.

L'inspection a cependant constaté :

- des fûts à cheval sur deux rétentions (local vernis) ;
- une planche en bois, présentant un débord par rapport à la rétention, placée entre les contenants et la rétention (atelier finition).

De telles pratiques contribuent à réduire l'efficacité des rétention mise en place.

Les différentes rétentions observées ont des volumes variables. Il en va de même pour les différents contenants parfois empilés sur ces rétentions. Il apparaît difficile pour le personnel d'appréhender, sous réserve qu'il est connaissance des exigences de l'article 11.4 de l'arrêté du 17/08/2005, l'adéquation des volumes entre rétention et contenants.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant de la conformité des rétentions de l'atelier de finition et du local vernis aux exigences de l'article 11.4 et des dispositions prises pour que le personnel soit en mesure, au quotidien, de respecter ces exigences.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 9, 29 et 34

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 9 – Enregistrement

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté [...]

Article 29 – Accès, surveillance

[...]

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

[...]

Article 34 – Enregistrement

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 29

Constats : Malgré les potentiels de dangers présents sur le site (local vernis, stockage de matériaux combustibles), l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre à la disposition de l'inspection un plan des zones de dangers.

Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité en raison de l'absence de plan de zones de dangers contrairement aux dispositions imposées par l'article 34 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant un plan à jour des zones de danger.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.
Constats : L'exploitant a justifié d'une formation sécurité incendie annuelle (manipulation des extincteurs) dispensée à une partie du personnel.
Observations : Le site dispose d'un réseau important de robinets d'incendie armés. Elargir la formation "incendie" à l'utilisation de ce moyen de défense apparaît donc pertinent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté au moins de : <ul style="list-style-type: none"> – 251 extincteurs de type A-AB-ABC-C02 ; – 24 R.I.A. de type DN ; – deux réseaux d'extinction automatique couvrant l'ensemble des bâtiments ; – une réserve d'eau de 800 m³ ; – 3 poteaux d'incendie armés assurant un débit minimum de 200 m³/h chacun. L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.
Constats : Le rapport de contrôle des équipements de défense incendie du 20/10/2021 indique la présence sur site de 259 extincteurs, 23 robinets d'incendie armés et de 2 poteaux incendies. Le débit de chacun des poteaux incendie est de 90 m ³ /h à 1 bar de pression.
<p>L'exploitant indique qu'il n'y a toujours eu sur site que deux poteaux incendie. Par ailleurs, l'inspection observe que le débit prévu par l'arrêté préfectoral pour les poteaux incendie apparaît anormalement élevé.</p> <p>L'établissement est désormais équipé d'un système d'extinction automatique couvrant l'ensemble de la zone de production, le stockage amont panneau et le stockage des produits finis avant expédition.</p> <p>Ainsi, l'inspection constate que les prescriptions de l'article 32.5.1 sont inadaptées.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant un état de situation précis de ses moyens internes de défense contre un incendie et en justifiant de l'adéquation de ces moyens avec les risques présents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôles périodiques et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 10 et 33
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 10 – Entretien maintenance L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

Article 33 - Contrôles

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

Constats : Le dernier contrôle périodique des moyens internes de défense incendie, réalisé par Nationale Incendie, date du 20/10/2021 pour les extincteurs et les robinets d'incendie armés et du 29/10/2021 pour les poteaux incendie.

Un nouveau contrôle périodique aurait normalement dû être réalisé avant fin octobre. L'exploitant a précisé que celui-ci était programmé pour le courant du mois de novembre.

Le dernier contrôle périodique de l'installation d'extinction automatique a été réalisé le 07/06/2022 par l'APAVE. Cette date est cohérente avec celle de la précédente inspection réalisée en novembre 2021. Une seconde vérification était à réaliser avant fin 2022 (contrôle semestriel).

La conclusion générale du rapport du contrôle du 07/06/2022 indique :

- que la révision trentenaire (a priori sur le poste 7 – observation du 04/12/2012) n'a pas été réalisée ;
- que des non-conformités sont susceptibles de mettre en échec le système (voir le paragraphe 10 du rapport des non-conformités relevées en 2012, 2014 et 2020) ;
- évoque des observations ou améliorations relatives à l'installation (voir le paragraphe 11 du rapport les observations faites entre 2012 et 2021).

L'inspection des installations classées a relevé une non-conformité dans la mesure où le risque de mise en échec souligné dans le rapport de vérification de l'installation d'extinction automatique d'incendie n'a pas entraîné la réaction attendue que prévoit l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant :

- de la réalisation des derniers contrôles périodiques requis en 2022 pour les extincteurs, les robinets d'incendie armés, les poteaux incendie et l'installation d'extinction automatique ;
- de la levée des non-conformités, susceptibles de mettre en échec l'installation d'extinction automatique, figurant dans le dernier rapport de contrôle ainsi que de la prise en compte des observations ou amélioration listée dans le rapport.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejet des eaux : identification, rétention et traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.2, 11.3, 11.4, 13, 14 et 15

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

11.2 – réseaux

[...]

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet sont distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique, désignées E D ;
- les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement désignées E C ;

- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc. désignées E U.

[...]

11.3. – Points de rejet

[...]

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 4. Ils sont définis comme suit :

Désignation du rejet / Nature des eaux ou des effluents / Désignation du milieu récepteur

E.P1, E.P. 2, E.P 3 / Eaux pluviales / Réseau communal

E.D. / E.D., E.C. / Réseau communal

et repérés sur le plan figurant en annexe au présent arrêté.

[...]

11.4 – Prévention des pollutions accidentelles des eaux

[...]

Eaux pluviales

Le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin écrêteur d'orage de 1150 m³.

13.2 – Eaux pluviales et autres eaux propres (EP)

Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées soit au réseau public d'eaux pluviales, soit au milieu naturel.

13.3 – Eaux de cuvettes de rétention et bassins de confinement (EC)

Après contrôle, elles sont rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

14.2 – Rejets

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

[...]

B – Eaux pluviales et autres eaux propres

Paramètres / Concentration instantanée (mg/l)

MES / 15

DCO / 40

Hydrocarbures / 5

15 – Contrôle et suivi des effluents

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Constats : L'inspection observe que le fonctionnement des deux bassins (réserve incendie et rétention des eaux d'extinction d'incendie) est différent de ce que prévoyait le dossier de demande d'autorisation et qu'en conséquence, l'organisation des rejets aqueux du site différent des dispositions fixées par l'arrêté d'autorisation du 17/08/2005.

En particulier, les rejets d'eaux pluviales ne sont pas tous réalisés dans le réseau communal conformément à ce que prévoit l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005 (rejet dans le milieu naturel (fossé) des vidanges du bassin de rétention).

Ce rejet issu du bassin de rétention des eaux d'extinction est soumis aux valeurs limites de rejet fixées par l'article 14.2-B de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005. L'exploitant a confirmé n'avoir jamais contrôlé la qualité des eaux rejetées. L'inspection rappelle que si l'arrêté n'impose pas de fréquence de mesure pour ces rejets, l'exploitant doit cependant être en mesure de justifier du respect des valeurs limites de rejet via un programme de mesures qu'il lui revient de définir.

Ainsi, l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne l'absence de contrôle de la conformité des rejets d'eaux issues du bassin de rétention aux valeurs limites de rejet contrairement aux dispositions prévues à l'article 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant :

- un plan à jour du réseau de collecte des eaux pluviales et usées et présentant notamment le fonctionnement des deux bassins présents sur le site et identifiants tous les points de rejet du site, y compris le point de rejet de la vidange du bassin ;

<ul style="list-style-type: none"> – une analyse de rejet des eaux de vidange du bassin justifiant de la conformité avec les valeurs limites fixées à l'article 14-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005 ; – un programme de surveillance de ses rejets permettant de répondre notamment aux dispositions de l'article 15 plan de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005.
Observations : L'inspection observe une contradiction dans l'arrêté d'autorisation du 17/08/2005 qui par l'article 11.3 fixe les points de rejets d'eaux pluviales et prévoit leur rejet dans le réseau communal alors que l'article 13.4 prévoit un rejet des eaux pluviales soit au réseau public d'eaux pluviales soit au milieu naturel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivi et connaissance des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables. L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.
Constats : Les produits dangereux sont constitués essentiellement par les vernis. Le logiciel de suivi de la production fourni les quantités présentes sur site. Les fiches de données de sécurité sont disponibles sur le réseau. Un contrôle aléatoire, d'une des fiches de données de sécurité a permis de constater la conformité de la fiche avec la réglementation applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bassin de confinement des eaux accidentellement polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Bassin de confinement Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé pour le 31 décembre 2005 avec un volume minimal de 1150 m ³ . Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.
Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ce bassin est maintenu vide.
Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Une procédure est mise en place pour définir les interventions à réaliser en cas d'incendie ou de pollution. Une fiche réflexe est élaborée afin que la fermeture du bassin puisse être effectuée rapidement. La vanne est signalée par un panneau visible en permanence par les secours indiquant : " vanne d'isolement, en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée – Rétention des eaux d'extinction ».

[...]

Eaux pluviales

Le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin écrêteur d'orage de 1150 m³.

Constats : Le site dispose de deux bassins. Le premier, maintenu plein, constitue la réserve incendie prévue à l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le second constitue le bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie. Il est alimenté par le trop-plein de la réserve incendie et, en cas d'incendie ou de pollution, par le réseau d'eaux pluviales.

Deux clapets (fermeture-ouverture de l'arrivée d'eau dans la réserve incendie et fermeture-ouverture de l'arrivée d'eau dans le bassin de rétention) permettent à l'exploitant d'envoyer les eaux potentiellement polluées dans le bassin de confinement. Ce dispositif à double clapets remplace la vanne prévue à l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 17/08/2005.

Une fiche réflexe positionnée à proximité du regard d'arrivée des eaux pluviales explicite la manipulation : « En cas d'incendie ou de pollution, les clapets doivent être inversés par le responsable de maintenance ou par le personnel d'astreinte ». Une clé permettant de soulever le regard dans lequel cette manipulation doit être réalisée est disponible sous la fiche réflexe.

Le bassin de confinement ne possède aucune évacuation. L'exploitant a indiqué procéder régulièrement à sa vidange à l'aide d'une pompe rejetant dans le fossé proche. Le jour de l'inspection, le bassin n'était pas vide. Aucune disposition (repère de niveau, sonde...) ne permet à l'exploitant de savoir si le volume libre du bassin permet la rétention du volume requis en application de l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 17/08/2005.

Ainsi, l'inspection des installations classées relève une non-conformité à l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui impose, qu'en période de fonctionnement normal, le bassin de confinement soit maintenu vide.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant :

- la justification du volume disponible pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
- selon le volume du bassin, les dispositions lui permettant de garantir, à tout instant, un volume disponible de 1150 m³.

Observations : L'inspection des installations classées rappelle que l'article 16 – Enregistrement – de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2005 prévoit que l'exploitant tienne à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement.

Afin de garantir une manipulation aisée des clapets permettant l'envoi des eaux pluviales vers le bassin de confinement, un entretien très régulier des abords du regard doit être réalisé. L'accès au regard et sa visibilité doivent être, à tout moment, optimaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet